



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 22 Mars 2021

Au moins six vaccins et zéro solution ? Téléchargeons l'application #StopCapitalisme

Et un, et deux, et trois confinements ! Même les supporters du gouvernement ne savent plus vraiment comment justifier les mesures prises dans le cadre de l'épidémie. Après le « stop and go », le « pas de confinement » et les promesses avortées d'un plan massif de vaccinations, le Premier ministre vient d'annoncer une nouvelle vague de mesures dont personne ne comprend vraiment la logique. L'épisode grotesque sur l'attestation obligatoire de deux pages – puis, finalement, pas nécessaire – est une parfaite illustration. Vite une aspirine ! Macron a beau s'essayer à la poésie et déclarer que « le maître du temps, c'est le virus », on voit clairement que ses choix politiques ne sont pas seulement guidés par celui-ci. Ce qui apparaît comme une belle cacophonie est en fait structuré par une volonté, celle de maintenir les profits des grandes entreprises coûte que coûte.

Un an après le premier confinement, l'heure des bilans

Les 250 morts quotidiens d'aujourd'hui, plus d'un an après l'apparition du virus, sont le résultat d'une politique. Même la Cour des comptes, pourtant grande prêtresse des « économies » dans les services publics, dénonce le nombre insuffisant de lits « de soins critiques ». En fait de grandes mesures pour l'hôpital, le gouvernement a continué sa politique d'austérité en pressurant au maximum les travailleuses et travailleurs de la santé. Véran peut dire qu'« on ne forme pas un infirmier en un an », il oublie d'expliquer pourquoi les démissions, arrêts maladie et dépressions augmentent chez les soignants. La même langue de bois est à l'œuvre quand il s'agit de discuter de la catastrophe sociale en cours.

La France est le pays d'Europe à avoir donné le plus d'argent aux entreprises (155,36 milliards), surtout les grandes (celles qui annoncent des milliers de licenciements), alors que la précarité et la pauvreté explosent. Les queues augmentent devant les soupes populaires, des milliers d'étudiants ne mangent pas à leur faim, et les filles et fils d'ouvriers qui ne sont pas inscrits à la fac mais survivaient à coup de petits « jobs » n'ont plus aucun revenu depuis des mois.

L'État n'y peut rien, faute de moyens ? Mais il ne regarde pas à la dépense quand il se laisse racketter par les labos pharmaceutiques qui facturent 60 euros à la Sécu pour chaque test salivaire, devenu obligatoire dans les écoles – et, mesquinerie supplémentaire, facturés un euro aux profs eux-mêmes ?

Les navrants du gouvernement

Des militants du théâtre de l'Odéon ont clamé leurs revendications pendant la grand-messe des Césars.

Une manifestation « navrante » pour la ministre de la Culture. Quelle horreur, des gens qui revendiquent ! Alors que de plus en plus de théâtres sont occupés par les intermittents du spectacle, le gouvernement répond par le silence devant une lutte qui pourrait faire tache d'huile. Ce qui les fait trembler, c'est la crainte d'une multiplication des mouvements.

La lutte : un vaccin libre de droits

Le mouvement des intermittents du spectacle, les débrayages dans l'automobile et les manifestations contre les licenciements montrent la voie à suivre pour obtenir les mesures sanitaires et économiques qui devraient s'imposer. Il faut une réduction du temps de travail, des embauches dans les services essentiels, l'interdiction des licenciements, une augmentation générale des salaires et des vraies mesures contre l'épidémie. Si nous sommes encore contraints par les mesures de contrôle, c'est que les gouvernants respectent avant tout les profits des laboratoires pharmaceutiques. Quand l'heure devrait-être à la mise en commun des recherches et au développement massif de la production de vaccins, Macron et son monde défendent les profits plutôt que nos vies. Une injection massive de luttes s'impose plus que jamais.

NOTRE PRESSE

version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com



Convergences révolutionnaires



La direction se soucie de notre bien-être!

Un parcours flash pour nous expliquer pourquoi développer notre "pensée positive" et comment renforcer notre optimisme, des conférences sur le "mindfulness" pour apprendre à gérer l'incertitude ou réduire le stress et les risques de burn-out, la direction met le paquet !

Mais on n'est pas dupes, le stress c'est elle qui le crée en nous pressurant pour atteindre les objectifs avec toujours moins de moyens et l'incertitude elle vient de ses annonces de suppression de postes.

Le meilleur moyen de garder le moral, c'est de ne pas se laisser faire !

Triple pingre, triple peine

Pas de surprise, après les annonces grandiloquentes sur le montant "exceptionnel" de la prime d'intéressement, la direction cherche à gratter au maximum et pose ses conditions pour la toucher en intégralité.

On apprend alors à travers certains tracts syndicaux - d'ailleurs peu critiques sur la question -, que les arrêts maladies impactent le montant de la prime, y compris ceux liés au Covid !

On vient bosser pour les profits de PSA, on est contaminés avec des symptômes parfois lourds et voilà comment on est remerciés !

Les méthodes de Le Borgne : du déjà vu!

300 salariés du site de Renault Lardy ont débrayé jeudi dernier. La raison? Renault entame son plan de 4 600 suppressions d'emploi en externalisant la maintenance de bancs d'essai. Les 30 salariés concernés n'ont donc pour seul "choix" que d'accepter le plan de départs volontaires ou de se retrouver vendus à l'entreprise sous-traitante P2M.

A la manœuvre on retrouve Gilles Le Borgne, ancien directeur de la R&D puis de l'ingénierie chez PSA, aujourd'hui à la direction de l'ingénierie Renault. Il ne fait qu'appliquer la même méthode avec le même prestataire qu'en 2015 chez PSA et qui avait abouti au départ de 300 salariés.

Les salariés sont recrutés pour leur savoir-faire. Le Borgne ne fait pas exception, c'est juste que le sien c'est de savoir se débarrasser des travailleurs !

Fonderie de Bretagne : les salariés en lutte

Les salariés de la Fonderie de Bretagne (Morbihan) se mobilisent mardi 23 mars contre les suppressions de postes et la vente de leur usine par Renault.

En mai 2020, le plan d'économie de Renault prévoyait déjà de lâcher cette usine qui emploie 350 salariés et des centaines de sous-traitants. Alors que des mobilisations éclataient sur plusieurs sites, la direction avait temporisé et concédé une vague « revue stratégique » sur l'avenir de la Fonderie. En réalité, elle avait déjà sa « stratégie » : patienter quelques mois le temps que la colère retombe, puis se débarrasser de l'usine.

Mais les salariés, qu'ils soient Renault ou sous-traitants, intérimaires, en CDD ou en CDI, ne comptent pas se laisser faire.

PSA, des menaces à la hauteur de celles de Renault

Lors du CSE numérique du 9 mars, la direction a annoncé la suppression de 1300 postes en France pour l'année 2021. Le site de PSA Douvrin est déjà en danger et les 1 700 ouvriers qui y travaillent avec. Combien d'autres sites encore dans la foulée ? Les menaces sur les emplois PSA sont finalement à la hauteur de celles qui pèsent sur Renault...

Ceux de Renault et d'ailleurs, qui se rassemblent ce mardi à Caudan derrière les salariés des Fonderies de Bretagne, ont bien raison de manifester leur colère : à nous aussi, avec eux, de montrer la nôtre !

« Vous leur donnez de l'argent pour qu'ils suppriment des emplois ! »

C'est un des cris de colère des centaines de salariés de l'usine Bosch de Rodez qui attendaient la ministre déléguée à l'Industrie à sa sortie d'une réunion avec la direction ce vendredi 19 mars. Bosch annonce 750 suppressions d'emplois sur 1250 d'ici 2025.

Les travailleurs ne sont pas dupes des discussions entre le gouvernement et le premier équipementier mondial : fabricant des injecteurs diesels sur ce site, Bosch replie la voilure sous prétexte de transition écologique. Mais de transition, pour les salariés, il n'y a que celle vers Pôle emploi !

Ras-le-bol d'être lanternés entre faux projets de reconversion et plans de départs volontaires !

Et gare à la revanche !

150 ans après, le souvenir de la Commune de Paris continue d'agiter les politiciens et commentateurs. Quand la maire de Paris tente de récupérer l'événement par de bien molles commémorations la droite s'offusque, cherchant à faire porter le chapeau des meurtres et des incendies au peuple parisien. Le préfet Lallement, lui, se revendique tranquillement de Gallifet, le général qui a fait massacrer 20 000 communards.

Cette première expérience de gouvernement ouvrier avait foutu une sacrée trouille à la bourgeoisie. Il faut croire qu'elle en tremble encore !

Quand les bons bourgeois rendent hommage à la Commune, ils lui font des funérailles. Déterrions plutôt son héritage pour, à nouveau, monter à l'assaut du ciel !

